

COMMUNIQUE DE PRESSE

A Paris, le 20 Février 2022

**5 ans et toujours pas de réponse – Les Familles Tamoul, marchent malgré les pluies.
Et L'Union européenne annonce un financement d'environ 4 milliards de roupies pour
le secteur judiciaire très critiqué du Sri Lanka.**



Le 20 février 1917, des mères tamoules qui ont livré leurs maris, fils et filles à l'armée sri-lankaise ont décidé de lancer une manifestation en lançant une manifestation, assises sur les lignes de la route, après avoir attendu depuis mai 2009, en espérant de retrouver le retour de leur bien-aimé.

Sans réponses, ces mères se sont unies, demandant de leur donner des informations sur leur mari, fils et filles, ou de leur faire savoir ce qui leur est arrivé.

Cela fait 5 ans – 1 825 jours – qu'ils ont lancé leur protestation continue pour la justice.

5 ans plus tard, attendant sur les bords des routes, aujourd'hui le 20 février 2022, même sous de fortes pluies, après 1825 jours, ont défilé dans les régions tamoules, appelant à un mécanisme

La Maison du Tamil Eelam
Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

international de justice et de responsabilité pour tenir les responsables des disparitions forcées de leurs les proches responsables.



Depuis que les manifestations ont été lancées dans les rues du Nord-Est, plusieurs membres de la famille sont décédés.

De l'autre côté, les villageois étaient alignés devant leurs terres, protestant contre l'accaparement des terres par la force et protestant "Nous voulons notre terre!".



La Maison du Tamil Eelam
 Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
 28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
 Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com



L'État a annoncé une série de réformes proposées, mais a été critiqué par la société civile tamoule et les organisations de défense des droits de l'homme pour ne pas avoir respecté les normes internationales relatives à la loi sur la prévention des terroristes.

Malgré de multiples promesses, le Sri Lanka n'a pas réussi à abroger la législation draconienne qui a été utilisée de manière disproportionnée contre les Tamouls et les musulmans, facilitant la détention arbitraire, la torture et d'autres traitements dégradants.

Une pétition a été lancée alors que la législation « antiterroriste » largement critiquée du Sri Lanka a fait l'objet d'une attention internationale ces dernières semaines.

Mais des soldats sri-lankais photographiaient et intimidaient des Tamouls lorsqu'ils signaient une pétition demandant au Sri Lanka d'abroger la tristement célèbre loi sur la prévention du terrorisme (PTA).



La Maison du Tamil Eelam
 Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
 28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
 Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

Et à Kumarapuram, dans la région de Trincomallee, des familles commémoraient le 26e anniversaire du massacre de Kumarapuram, au cours duquel l'armée sri-lankaise a tué vingt-six civils tamouls et violé collectivement une jeune fille de 15 ans.

Dans la soirée du 11 février 1996, un groupe de soldats, dont certains sous l'emprise de l'alcool, ont chargé dans le village de Kumarapuram et ont battu sans discernement les civils tamouls de la localité.

Ils ont ensuite tué 26 personnes, violé collectivement une adolescente et blessé 24 autres. Les survivants du carnage ont rappelé que les soldats avaient crié « mort aux Tamouls » alors qu'ils saccageaient le hameau.



Six soldats sri-lankais qui étaient jugés pour leur implication dans les meurtres de 2016 ont tous été acquittés des 101 actes d'accusation auxquels ils ont chacun fait face.



La Maison du Tamil Eelam
 Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
 28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
 Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

Le juge de la Haute Cour supervisant l'affaire a décidé que les soldats ne pouvaient pas être poursuivis malgré l'identification par les survivants des auteurs du massacre.

Et avant la 49e réunion des Conseils des droits de l'homme à Genève, dans un rapport remis au gouvernement sri-lankais, il a été entendu que le rapport de 17 pages a consacré une place considérable à la nécessité d'adopter des réformes urgentes à la PTA.

Il y a eu une augmentation des décès en détention et des exécutions extrajudiciaires, note le rapport.

Ces références signifient que les dispositions temporaires visant à amender le PTA formulées par le ministre des Affaires étrangères, n'ont pas convaincu le HCDH car elles sont considérées comme inadéquates.

Le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies a également vivement critiqué le procureur général et recommandé que le bureau soit indépendant. Le rapport fait référence à la collecte de preuves par le nouveau secrétariat créé l'année dernière.

Il indique que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a mis au point un référentiel d'informations et de preuves à l'aide d'un logiciel de découverte électronique.

Il rapporte que de nombreux éléments d'information individuels déjà détenus par l'ONU ont été identifiés. On s'attend à ce qu'elles soient analysées du point de vue de la justice pénale en vue d'identifier les lacunes et les priorités pour la collecte d'informations supplémentaires.

Le rapport note qu'au cours des deux dernières années, le gouvernement n'a pas formulé de nouvelle feuille de route formelle et crédible pour la justice transitionnelle et la responsabilité.

Le rapport du haut-commissariat aux droits de l'homme contient également des références à ce qu'on appelle "l'absence de progrès dans une enquête appropriée" sur les incidents du dimanche de Pâques. Selon une source diplomatique à Genève, l'intervention personnelle du cardinal Malcolm Ranjith auprès du HCDH, la formulation a été renforcée. Il est en visite au Vatican où il doit demander l'approbation du pape pour demander une enquête internationale sur le massacre du dimanche de Pâques du 21 avril 2019.

Il est également triste de voir que personne n'a tenu compte de l'église attaquée à Colombo et Negombo se trouvait dans une zone très peuplée de Tamouls et l'église attaquée à Batticalo est une église chrétienne tamoule. Sur les 258 personnes tuées, la majorité étaient des Tamouls et des touristes étrangers dans les hôtels. Il faut donc une véritable enquête pour trouver à qui ont profité les crimes de masse.

Dans cette situation, il est choquant d'entendre l'Union européenne annoncer le lancement d'une nouvelle initiative qui verra environ 4 milliards de roupies de financement pour le secteur de la

justice très critiqué du Sri Lanka, alors même que les familles tamoules des disparus ont critiqué la réticence de l'État à enquêter sur les disparitions forcées de leurs proches.

Le nouveau programme de réforme de la justice (JURE) comprend 18 millions d'euros (environ 4 milliards de LKR) de financement de l'UE et 1 million d'euros (environ 225 millions de LKR) des Nations unies.

Selon un communiqué de presse de l'UE, le programme comprendrait un "ensemble holistique de soutien visant à renforcer l'accès inclusif à la justice, à améliorer la transparence et la responsabilité dans le secteur ainsi qu'à améliorer la qualité et l'efficacité de la prestation de services".

Mais pour les Tamouls du Nord-Est et du monde entier, le dernier programme ne fera pas grand-chose pour atteindre ces objectifs. Les familles tamoules des disparus ont marqué 5 ans de protestation continue avec un rassemblement dans les rues, réitérant leur demande d'un mécanisme de justice internationale.

Les familles, principalement dirigées par des femmes, ont défilé malgré les fortes pluies et ont scandé des slogans appelant à la responsabilité internationale.

Les familles font partie des nombreuses personnes qui cherchent encore à obtenir justice et à rendre des comptes pour les atrocités de masse commises au cours des phases finales du conflit armé en 2009.

Parallèlement aux disparitions forcées, il y a eu d'autres abus répandus, notamment le bombardement d'hôpitaux et la violence sexuelle. À ce jour, personne n'a été tenu pour responsable, tandis que le président sri-lankais a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'autoriserait aucune poursuite, contre des soldats.

Devant cette situation l'UE ou les pays membres de l'UE participant à un tel financement doivent comprendre que depuis les 12 ans et plus après la fin de la guerre tous les gouvernements au pouvoir sont dans une politique de déni.

Thiruchchoti.T

Responsable Politique et relation publique,

Tel : 06 52 72 58 67

Email : mte.France@gmail.com